

# Le Stéphanois

Saint-Étienne-de-Rouvray



Bimensuel municipal d'informations locales

du 11 au 25 mars 2010

numéro  
**100**

La ville  
*se projette*



## Le Stéphanois

JOURNAL MUNICIPAL D'INFORMATIONS LOCALES

Directeur de la publication : Jérôme Gosselin.  
Directeur de la communication : Bruno Lafosse.  
Réalisation : service municipal d'information et de communication  
Tél. : 02 32 95 63 83 - [serviceinformation@ser76.com](mailto:serviceinformation@ser76.com)  
BP 458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray CEDEX  
Conception : Frédéric Capouillez/service communication.  
Mise en page : Aurélie Mailly.  
Couverture : Frédéric Capouillez.  
Rédaction : Isabelle Friedmann, Stéphanie Nagpez, Nicole Ledroit,  
Sandrine Gossent, Francine Varin, Bruno Lafosse.  
Photographes : Eric Bénard, Marie-Hélène Labat, Jérôme Lallier,  
Guillaume Polère, Balloué-photo.  
Infographies : Idi.  
Dessins de presse : Samson, Faujour, Lasserpe/Iconovox.  
Distribution : Claude Allain.  
Tirage : 15 000 exemplaires. Imprimerie : ETC, 02 35 95 06 00.  
Publicité : Médias et publicité, 01 49 46 29 46.

## Métamorphoses

• **Coup d'œil dans le rétroviseur.** Ces quatre dernières années de nombreux équipements, services, aménagements et logements ont vu le jour ou ont été remaniés. En 99 numéros, *Le Stéphanois* a tenu la chronique de ces métamorphoses. **P 4 à 7**

• **Regard vers le futur.** État des lieux des chantiers qui s'annoncent pour les deux ans à venir. **P 8 et 9**

## Chemins de traverse

Cartes blanches photographiques. Trois visions de la ville nous sont offertes selon la sensibilité de leur auteur.

• **Les fantômes du passé,** Marie-Hélène Labat fixe sur l'image le souvenir d'un habitat aujourd'hui disparu. **P 10 et 11**

• **Des pierres et du vert,** Laurent Gueneau a débarqué à Saint-Étienne-du-Rouvray avec sa chambre photographique et a révélé des paysages urbains où la nature est toujours présente. **P 18 et 19**

• **Aux frontières stéphanoises,** Olivier Roche s'est arrêté sur quelques lieux en périphérie de la ville et les a mis en lumière. **P 24 et 25**

## En projets

• **La ville de demain à construire.** La municipalité s'est engagée dans une large réflexion à l'issue de laquelle se dessinera le chemin à suivre pour les quinze ans à venir. **P 13**

• **Scénarios urbains.** Les réserves foncières que la Ville s'est constituées au fil des décennies lui offrent quelques marges de manœuvre quant à son développement futur. **P 14 et 15**

• **Vers une ville durable.** La Ville se mobilise pour promouvoir un développement durable, dans le fonctionnement quotidien des services municipaux, mais aussi en adoptant un agenda 21 qui impose un cadre et un calendrier d'actions. **P 16 et 17**

• **Quelle ambition éducative ?** L'école n'est pas seule à assumer l'éducation des enfants. Les acteurs de l'éducation sont nombreux et doivent s'associer pour former une réelle communauté éducative propice à l'épanouissement de l'enfant. **P 20 et 21**

• **Des solidarités à réinventer.** À l'heure où la précarité et la pauvreté fragilisent tant de familles et bouleversent les équilibres sociaux, la Ville se donne pour mission de ne pas abandonner sa population et de (re)créer des relations de solidarité. **P 22 et 23**

## Remue-ménages

• **À mon avis.** Le maire livre sa vision de la ville et explique les choix et les orientations pris par l'équipe municipale. **P 27**

• **Quatre projets pour un projet de ville.** Une infographie pour y voir plus clair sur la démarche engagée par les élus pour faire émerger le projet de ville. **P 28 et 29**

• **Quelle place pour les habitants ?** La « démocratie participative » n'est pas une « démocratie d'opinion », mais comment faire en sorte que la parole des citoyens soit prise en compte ? **P 30 et 31**

• **Comment vivre ensemble ?** Avec des habitants venus d'horizons très différents, comment, ensemble, « faire société » dans le respect des cultures et des différences de chacun, mais avec un souci de laïcité et de justice sociale. **P 30 et 31**

• **Le service public local a-t-il un avenir ?** La réforme territoriale que prévoit le gouvernement risque de rompre le lien de proximité qui existe entre le citoyen et des élus locaux privés de moyens. **P 34 et 35**

## Chemins de traverse

• **L'arrêt d'après.** La nouvelle écrite par François Salvaing évoque la rencontre entre un jeune homme du Château Blanc et une étudiante du Technopôle. Deux mondes qui ne font souvent que se croiser dans le métro. **P 36 et 37.**

♦♦♦ Rétrospective

## Mémoire de *Stéphanaïs*

Depuis quatre ans, de nombreux projets et chantiers ont vu le jour aux quatre coins de la ville et l'ont métamorphosée. En feuilletant les 99 premiers numéros du *Stéphanaïs*, nous y avons pioché une sélection de titres illustrant ce foisonnement d'initiatives.

### De nouveaux équipements et services

Avril 2006, n° 15

#### LE MOBIL'O'BUS VOUS TRANSPORTE D'AISE

À partir du 2 mai, un nouveau service de transport démarre. Le Mabilo'bus permettra aux personnes à mobilité réduite de se déplacer dans la ville.

Octobre 2007, n° 46

#### LOGEMENTS ÉTUDIANTS : 300 NOUVEAUX HABITANTS

Près de 300 étudiants sont arrivés en septembre sur Saint-Étienne-du-Rouvray, logés dans les nouvelles résidences du Madrillet.

Trois entreprises sont implantées sur la zone d'activités et la plupart des parcelles sont réservées.

Novembre 2008, n° 72

#### LA PARTIE DÉMARRE

La ludothèque entre dans la partie au sein de l'espace Célestin-Freinet. La ville se dote ainsi d'un troisième équipement jeunesse.

Novembre 2007, n° 48

#### DEUX COURTS À DÉCOUVRIR

La 10 novembre, la Ville inaugure ses deux nouveaux tennis couverts à Youri-Gagarine. Le parc municipal totalise désormais douze courts, dont quatre couverts.

Février 2009, n° 77

#### FAMILLE :

#### LA MAISON COMMUNE

Saint-Étienne-du-Rouvray crée la maison de la famille, au sein de l'espace Célestin-Freinet. Un lieu ressources à destination de tous les parents et des assistantes maternelles où l'on peut discuter, échanger, trouver conseil.

Janvier 2008, n° 54

#### EN LIGUE DIRECTE

La Ligue de football de Normandie s'installe dans les murs flambant neufs de son nouveau siège, sur le haut de la ville. Le football régional a désormais le cœur stéphanaïs.

Mars 2009, n° 79

#### RENDRE L'HABITAT HABITABLE

Le bureau du logement aide les habitants, propriétaires ou locataires, à rendre du confort à leur logement. Avec à la clé, conseils pratiques et subventions.

Septembre 2008, n° 68

#### LA VENTE OLIVIER S'ENRACINE

Quelques années après sa création, la Vente Olivier est en pleine croissance.



**Avril 2009, n° 82**

**TRANSFERT RÉUSSI**

Récemment installé dans l'espace Célestin-Freinet, le centre social de La Houssière se développe et réussit à fédérer le grand quartier Sud.

**Septembre 2009, n° 88**

**LA STATION**

**FAIT LE PLEIN D'INFOS**

La Station s'est reconvertie en Pij (point information jeunesse), un lieu où tout jeune peut trouver réponse à ses questions et aide pour ses projets.

**Septembre 2009, n° 88**

**ENFANCE :**

**AU CENTRE DES ATTENTIONS**

La Ville s'est engagée dans un projet éducatif local. Objectif : offrir à chaque enfant un environnement qui l'aide à s'épanouir et réussir. Les premiers changements sont perceptibles depuis la rentrée avec de nouvelles activités avant et après l'école, et des démarches simplifiées pour les familles.

**Décembre 2009, n° 94**

**AU PLUS PRÈS  
DES HABITANTS**

Avec la gestion urbaine de proximité, la Ville veut assurer aux habitants des quartiers en pleine mutation, un cadre de vie de qualité. En mobilisant tous les partenaires.

**Décembre 2009, n° 95**

**LES TRAVAUX  
DE L'EHPAD COMMENCENT**

Le chantier de construction de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) est lancé. Au cœur de ce projet, le respect de la dignité des résidents accueillis.

**Février 2010, n° 97**

**À L'ÉCOLE DES LOISIRS**

Depuis la rentrée 2009, les espaces éducatifs se déploient progressivement. Au programme : jeux, aide aux devoirs, découvertes culturelles... À terme, 1 000 enfants seront accueillis dans 19 écoles. Pour y parvenir, une convention innovante a été signée avec l'Éducation nationale le 22 janvier.



## Des équipements transformés

petits plats dans les grands. Chaque jour, 2 100 repas sont préparés dans des locaux qui conjuguent sécurité et qualité alimentaire.

**Mai 2006, n° 16**

**GEORGES-DÉZIRÉ :  
LE NOUVEL ÉLAN**

**Novembre 2005, n° 5**

**TOUS DANS LE BAIN**

C'était le grand saut à l'occasion de l'inauguration de la piscine Marcel-Parzou restructurée. De nombreux Stéphanois ont découvert les nouveaux locaux et testé les appareils de musculation. Ils ont pu applaudir l'invité d'honneur, Hugues Duboscq, champion olympique. Les personnes handicapées étaient également à la fête : le bassin est équipé d'un appareil unique en Normandie qui permet aux personnes en fauteuil d'accéder directement au bain.

Adieu chantier, on rentre à la maison. Inauguré le 13 mai, le nouvel espace Georges-Déziré marque la volonté municipale d'offrir aux habitants des lieux de vie ouverts, à leur image. Il hébergera centre socioculturel, bibliothèque et école de musique et de danse.

**Octobre 2007, n° 47**

**DANS LE RYTHME...**

Samedi 6 octobre, la Ville a inauguré son conservatoire de musique et de danse à l'espace Georges-Déziré. Le maire, Hubert Wulfranc, a rappelé que « cet équipement multiculturel est à l'image de l'ambition municipale en matière culturelle : favoriser les échanges entre les Stéphanois ».

**Novembre 2005, n° 5**

**LES FOURNEAUX DE RABELAIS**

Inaugurée le 5 novembre, la nouvelle cuisine François-Rabelais met les



Quartier Jean-Macé.



Quartier Paul-Verlaine.

## La ville renouvelée

Juillet 2006, n° 20

### LES CATELIERS SORTENT DE TERRE

Les premiers chantiers de construction s'ouvrent dans le nouveau quartier des Cateliers et de nouvelles propositions d'aménagements sont soumises au conseil municipal.

Mai 2007, n° 39

### VISITES DE CHANTIER

Le 12 mai, les habitants de Verlaine fêtent l'achèvement du renouvellement urbain de leur quartier après plus de trois ans de travaux. Dans d'autres lieux, les travaux se poursuivent ou débutent. Petit tour du propriétaire... ou du locataire.

Décembre 2008, n° 73

### CONSTRUCTION D'ÉCO-LOGIS

Rue du Pré-de-la-Roquette, à La Houssière, un nouveau lotissement de 52 pavillons va être commercialisé en 2009. Il obéit aux principes du développement durable.

Février 2009, n° 78

### ROBESPIERRE EN RÉSIDENCES

Le quartier Robespierre va être réaménagé. Une résidence étudiante et deux lotissements complètent le projet.

Juin 2009, n° 86

### DERNIERS JOURS AVANT DÉMOLITION

Cet été la tour Sagittaire au Château Blanc va progressivement être démolie. Un chantier lourd qui nécessite le déménagement de la maison de la petite enfance Anne-Frank.

Septembre 2009, n° 87

### PROJETS D'AVENIR À PARTAGER

Élus et services municipaux engagent une vaste réflexion à l'issue de laquelle se dessinera un projet de ville. Il déterminera les priorités d'action de la municipalité. Débats, réunions publiques, questionnaires et même balades urbaines... Les Stéphanois sont invités à participer sous de multiples formes.

Novembre 2009, n° 92

### CES MAISONS QUI CHANGENT TOUT

À Macé, 14 nouveaux pavillons sont proposés à la location aux salariés des entreprises cotisant au 1 % logement. Une manière de densifier l'offre locative.

Septembre 2007, n° 44

### PREMIERS RÉSIDENTS AUX CATELIERS

Dix-neuf logements locatifs viennent d'être livrés aux Cateliers. En septembre, au total, trente foyers seront installés rues Mado-Robin et Maria-Callas.

Novembre 2007, n° 48

### LA MIXITÉ EN CONSTRUCTION

Jean-Macé continue sa métamorphose urbaine avec la construction prochaine de logements locatifs privés pour jouer la diversité.

Janvier 2008, n° 53

### LE COURANT PASSE

Douze maisons de ville ont été livrées à leurs locataires, aux abords de la rue Ernest-Renan, au Château Blanc. Le haut de la ville ouvre un nouveau chapitre du renouvellement urbain stéphanois...

Mai 2008, n° 61

### ENFIN CHEZ SOI

Parmi les nouvelles constructions aux Cateliers, se trouvent une trentaine de maisons en accession à la propriété. Les premiers occupants viennent d'y emménager. D'ici peu, le quartier comptera aussi de petits immeubles.



Quartier des Cateliers.

## Sacrée nature

Septembre 2006, n° 22

### LA BOUCLE VERTE ENTRE EN PISTE

Le nouveau parc de l'Orée du Rouvray vient enrichir les six kilomètres de voie paysagère réservée aux piétons et aux cyclistes. Un circuit pour se déplacer différemment en ville.

Septembre 2006, n° 23

### L'ORÉE DU ROUVRAY RIEN QUE POUR VOUS

La ville compte à présent un troisième parc urbain. L'Orée du Rouvray ouvre ses portes à l'occasion d'une grande fête le 23 septembre.

Mars 2008, n° 57

### DU MEILLEUR BOIS

Une Maison de la forêt ouverte au public, fin mars, et l'installation à l'automne 2009 d'une chaufferie bois au Château Blanc... Deux équipements exemplaires à découvrir dans un numéro spécial bois.

Décembre 2008, n° 74

### LA CHAUFFERIE BOIS DANS LES TUYAUX

Les premiers travaux liés à la construction de la nouvelle chaufferie bois du Château Blanc démarrent en janvier. Un équipement écologique et économique.



## De grands aménagements

Novembre 2006, n° 28

### LA RUE GRIMAU PREND LE BON CHEMIN

D'importants travaux seront lancés en février 2007 pour sécuriser la rue Julian-Grimau, 1,1 million d'euros pour réaménager la voirie et créer des voies piétons-cycles.

Janvier 2007, n° 31

### ATTENTION TRAVAUX

Adoptés dans le cadre du budget 2007, quatre chantiers d'ampleur vont modifier les circulations dans la ville: rues Julian-Grimau, de Felling, Ambroise-Croizat et de Paris. Objectifs: des rues plus sûres et plus belles. Pour en arriver là, quelques perturbations sont à prévoir.

Avril 2008, n° 59

### FELLING LIVRÉE AVANT L'HEURE

Le chantier de transformation de l'avenue de Felling sera plus court que prévu. Il s'achèvera fin juillet au lieu de fin décembre.

Juin 2008, n° 64

### LA ROCADE MISE EN ROUTE

En juillet, la rocade sud s'ouvre à la circulation et devient la nouvelle porte d'entrée du Grand Rouen. Cette voie rapide au sud de la ville va profondément modifier les déplacements et limiter le transit en centre-ville.



# 2010-2012 : les chantiers à venir

## JEAN-MACÉ

- Démolitions achevées à l'exception de l'immeuble Courteline
- 2<sup>e</sup> tranche : 35 logements, locatif, Logiscine.  
Livraison : avril juin 2010
- 4<sup>e</sup> tranche : 85 logements individuels superposés dont 18 en location-accession, Logjseine.  
Début des travaux : septembre 2010  
Livraison : de janvier à septembre 2012
- 16 logements individuels, locatif, rue Hector-Malot, La Foncière Logement.  
Début des travaux : fin 2010  
Livraison : printemps 2012

## ROBESPIERRE

- 35 logements en individuels superposés, locatif, Foyer stéphanois.  
Début des travaux : mars 2010  
Livraison : juin 2011
- Tours 1 et 2, Logirep. Résidentialisation et requalification des halls d'entrée  
Début des travaux : mars 2010  
Livraison : juin 2010
- Résidence étudiante, 83 chambres, pour les étudiants de l'Insa, Foyer stéphanois.  
Livraison : septembre 2010
- Résidence Adoma. Démolition de l'actuelle résidence fin 2012  
Nouvelle résidence Adoma avenue des Canadiens, 80 chambres, locade.  
Livraison : juin 2012

## CATELIERS

- Programme de 31 à 40 logements, clés en main en accession. (Carrefour Danièle-Casanova/Julian-Grimau)  
Début des travaux (estimation) : 2011  
Livraison : 2011
- 36 logements (18 locatifs et 18 location/accession), par Logjseine. (En bordure des rues Danièle-Casanova et Geneviève-de-Gaulle)  
Début des travaux : début 2011
- 14 ou 25 lots à bâtir en lotissement communal, rue du Champ des Bruyères.  
Calendrier non fixé

N338

## FELLING

- 31 logements à basse consommation d'énergie, locatif, Foyer stéphanois.  
Début des travaux : 2010  
Livraison : juin 2011
- 56 logements individuels superposés à basse consommation d'énergie en bordure du parc Saint-Just, locatif, Logjseine.  
Début des travaux : mi 2010  
Livraison : fin 2011
- Lotissement communal 27 parcelles + 5 parcelles sur le secteur Jean-Henri-Fabre  
Signature des compromis de ventes : mars 2010
- Logements étudiants, 80 chambres pour les étudiants de l'Insa, Habitat 76.  
Début des travaux : mi 2010  
Livraison : rentrée universitaire 2011
- 17 logements, locatif, avenue de Felling, La Foncière Logement.  
Début des travaux : automne 2010  
Livraison : printemps 2012

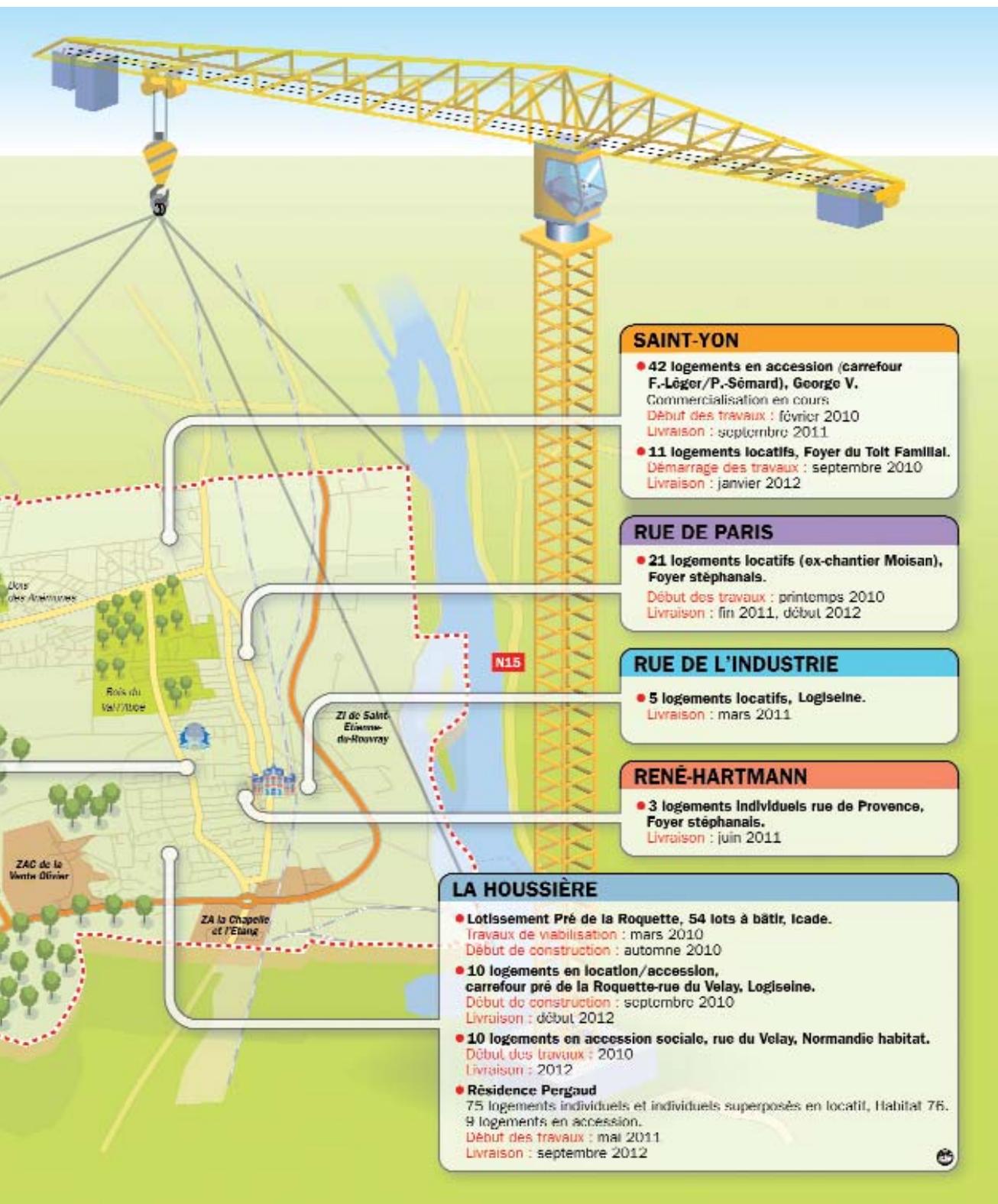
N138

## TECHNOPÔLE DU MADRILLET

- Pôle de vie (carrefour Maro-aux-Daims/Université)  
Programme en deux tranches  
1 : crèche, commerces, restaurant et bureaux  
2 : commerces et bureaux  
Début des travaux : 2010
- Campus d'intégration des systèmes embarqués (en bordure de l'avenue Gallée entre Esgelec et pôle de vie/Insa), bureaux et laboratoires.  
Début des travaux : printemps 2010  
Livraison : été 2011

## RUE FÉLIX-FAURE

- Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes. 86 places.  
Début des travaux : janvier 2010  
Livraison : juin 2011
- Résidence seniors (à proximité de l'Ephad), Foyer stéphanois.  
20 logements locatifs individuels et superposés  
Début des travaux : printemps 2010  
Livraison : fin 2011



### SAINT-YON

- **42 logements en accession** (carrefour F.-Léger/P.-Sémard), George V.

Commercialisation en cours  
 Début des travaux : février 2010  
 Livraison : septembre 2011

- **11 logements locatifs, Foyer du Toit Familial.**

Démarrage des travaux : septembre 2010  
 Livraison : janvier 2012

### RUE DE PARIS

- **21 logements locatifs** (ex-chantier Moisan), Foyer stéphanois.

Début des travaux : printemps 2010  
 Livraison : fin 2011, début 2012

### RUE DE L'INDUSTRIE

- **5 logements locatifs, Logiseine.**

Livraison : mars 2011

### RENÉ-HARTMANN

- **3 logements individuels** rue de Provence, Foyer stéphanois.

Livraison : juin 2011

### LA HOUSSIÈRE

- **Lotissement Pré de la Roquette, 54 lots à bâtir, Icade.**

Travaux de viabilisation : mars 2010  
 Début de construction : automne 2010

- **10 logements en location/accession, carrefour près de la Roquette-rue du Velay, Logiseine.**

Début de construction : septembre 2010  
 Livraison : début 2012

- **10 logements en accession sociale, rue du Velay, Normandie habitat.**

Début des travaux : 2010  
 Livraison : 2012

- **Résidence Pergaud**

75 logements individuels et individuels superposés en locatif, Habitat 76.  
 9 logements en accession.

Début des travaux : mai 2011  
 Livraison : septembre 2012





Immeuble Sagittaire, quartier Maximilien-Robespierre.

# Les fantômes du passé



Immeuble Provence, quartier Hartmann.



*Depuis 2003, je photographie les quartiers en renouvellement urbain des Hauts de Rouen et depuis trois ans je m'intéresse au quartier Jean-Macé dans le Château Blanc. Le logement a toujours été au cœur de mes préoccupations, ayant connu moi-même durant mon enfance ce que de nombreuses familles vivent aujourd'hui. Dans mes images, je cherche à traduire cette part de violence qu'engendre la disparition d'un habitat. Malgré l'aspiration et l'attente d'un mieux-être dans un nouveau logement, dans un nouvel environnement, l'angoisse de l'effacement d'une partie de notre vie est souvent présente. On ne pourra pas revenir sur les lieux de notre passé.*



Marie-Hélène Labat, projet Mix'cité



Immeuble Jean-Rostand, quartier Jean-Macé.



# Une ville, des envies, des projets

**Après avoir démolì 1 000 logements et en avoir reconstruit tout autant, le moment était venu de prendre du recul pour réfléchir à l'avenir de la ville, impulser et maîtriser les évolutions urbaines, démographiques et économiques qui se profilent. C'est ce que propose le projet de ville.**

**C**omme une famille qui fait des projets, réalistes ou inaccessibles, une commune doit aussi prendre le temps de se projeter dans le futur, avec ses ambitions et ses moyens, sans négliger l'influence du développement de ses voisins. « *Nous avons aujourd'hui choisi d'être dans ce temps de la projection, expose le maire Hubert Wulfranc.*

*Maintenant, parce que la ville a connu ces dernières années des mutations à tous points de vue : dans la population, sur les plans démographique et sociologique, mais aussi dans l'espace, sur son territoire.* »

Imaginer la vie en ville, demain, pour ne pas être pris par surprise, c'est l'objectif de l'équipe municipale. C'est pourquoi, depuis 2008, elle s'est lancée dans l'élaboration d'un projet de ville. Plus que des engagements chiffrés, il s'agit d'une démarche, d'une feuille de route, à moyen et long termes, destinée à pointer des directions, à

donner un sens au développement en cours et à venir. Cette démarche de fond suppose d'interroger des experts, mais aussi les habitants qui, aux prises avec les réalités du quotidien, sont porteurs d'aspirations. La méthode retenue par la mairie pour anticiper, accompagner, voire susciter les mutations urbaines, propose donc d'avancer sur deux pieds, l'un technique, l'autre humain, et de porter sur la ville de demain un regard qui conjugue expertise et vécu.

## « UNE FEUILLE DE ROUTE POUR LE MOYEN ET LE LONG TERME »

Parmi les principaux enjeux, ceux directement liés aux changements urbains sont déterminants. D'abord, parce qu'ils s'appuient sur les besoins de la population actuelle et future. Ensuite parce qu'ils sont les plus visibles par tous : géographie de la ville, répartition des espaces naturels, économiques

et habités, tailles et formes de son habitat... Enfin, parce que les enjeux d'urbanismes se croisent nécessairement avec ceux des autres volets du projet de ville que sont l'éducation, les solidarités, le développement durable.

À ce stade des réflexions, beaucoup de questions sont encore en suspens, quant à l'étalement de la ville, ses relations avec les communes voisines, la forme qu'il faut donner à son habitat ou à ses transports... Autant d'enjeux qui

détermineront son attractivité et sa capacité à accueillir les emplois de demain. Le temps des

questions n'est pas synonyme d'inertie : en même temps que la prospection, les chantiers de rénovation se poursuivent. Face à ce mouvement perpétuel, qui peut effrayer par son ampleur, la Ville reste vigilante : « *Il faut faire preuve de sagesse et de prudence, dans un contexte qui n'est pas rose, tient à rappeler*

Hubert Wulfranc. *Il faut consolider les mutations qu'on opère depuis dix ans, mais il faut aussi investir le champ social. Car ça ne nous servirait à rien d'être un territoire dynamique si les gens qui vivent sur ce territoire décrochent. On a de vrais défis à relever, face au vieillissement, à la précarité, à l'éveil des jeunes enfants. Il faut penser parallèlement le développement urbain et l'offre de services publics, la promotion sociale, la solidarité auprès des habitants.* »

C'est l'ambition du projet de ville. ♦

## Invitation à débattre

**Le 16 mars, la Ville vous invite à participer à un débat sur ces différents sujets.** Ces échanges entre spécialistes, élus et habitants nourriront le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) qui sera débattu en conseil municipal le 25 mars.



Le réaménagement de l'avenue de Felling a libéré des terrains sur lesquels différentes formes d'habitat verront le jour. Ils feront le lien entre le quartier Maryse-Bastid et le Château Blanc.

# Construire l'avenir : questions et réflexions

**À quoi ressemblera la ville de demain ? Pas à une simple station-service du grand ouest ni à une cité dortoir. Outre la construction de nouveaux quartiers, l'ambition est également de retrouver une démographie dynamique et d'offrir aux habitants les infrastructures modernes qui vont avec.**

## Quelle géographie pour notre cité ?

La question peut paraître saugrenue, quand on habite Saint-Étienne-du-Rouvray depuis longtemps et qu'on a bien en tête le plan de la ville, avec ses limites. Mais à y regarder de plus près, poser la question ouvre de nouveaux horizons. C'est d'ailleurs le propre d'un projet urbain. À Saint-Étienne-

du-Rouvray, le principal défi est de recoudre la ville, scindée en deux parties. Pour cela, urbaniser la zone Claudine-Guérin entre La Houssière et les Cateliers (74 hectares) est une piste sérieuse, qui redonnerait à la commune une unité de territoire. Ce nouveau quartier, dont les formes de constructions sont en débat, permettrait de créer un espace d'habitat et de services, entre le Nord et le Sud de la ville. Compte tenu

de la séparation historique entre ville basse et ville haute, il est difficile d'espérer promouvoir un seul centre-ville. L'idée est de multiplier les pôles d'attraction : au terminus du métro, sur le Madrillet, mais aussi autour de Seine Sud, la zone industrielle en bord de fleuve qui doit être revitalisée. La géographie de la ville peut donc s'approprier, se marquer, aussi, avec des entrées de ville mieux définies et une mise en

valeur de son patrimoine naturel, de la forêt aux berges de la Seine.

## Quelles relations avec ses voisins ?

À l'heure où se constituent de grandes agglomérations, appelées à compter à l'échelle régionale, voire nationale ou européenne, la question des relations à tisser avec Rouen, la ville-centre, est bien sûr incontournable. Le pro- ➔

## PADD, Plu, projet urbain...

• **PADD comme projet d'aménagement et de développement durable** : ce document expose le projet de la ville en matière de développement économique et social, d'environnement et d'urbanisme. Il fera l'objet d'un débat d'orientation en conseil municipal le 25 mars.

• **Plu comme plan local d'urbanisme** : c'est un document juridique qui comprend le PADD, et qui doit être approuvé en conseil municipal. En cours d'élaboration, il devrait être approuvé d'ici l'été 2011. Il incarne une vision de la ville à dix ans.

• **Le projet urbain**, c'est un document politique qui guide l'action municipale et se nourrit sans cesse d'idées nouvelles, en permanente évolution. Il incarne une vision de la ville à vingt ans.

→ Jet urbain de Saint-Étienne, avec la création de nouveaux quartiers d'habitation, de nouvelles zones d'activités ou d'espaces de loisirs, doit se positionner par rapport au Grand Rouen. « On est sur un périmètre qui a affiché des ambitions en termes d'attractivité et de dynamisme... Il faut qu'on en perçoive les enjeux sur notre propre territoire », insiste Hubert Wulfranc. *Le Grand Rouen va compter à l'échelle régionale et à l'échelle du grand quart nord-ouest de la France. Nous ne serons pas une station-service sur la route Paris/Le Havre.* » Le projet urbain ne peut ignorer ces enjeux : d'où l'intérêt de projets comme la réindustrialisation de Seine Sud, de l'aménagement du parc urbain des Bruyères ou du parc urbain sportif avec golf et centre équestre...

## Combien d'habitants ?

Une fois considérées les possibilités foncières et les potentiels de développement régional, quelle ampleur souhaitez-vous donner à la ville de demain ? Telle est la question centrale. Y a-t-il une taille idéale ? De quoi dépend l'équilibre urbain ? Du point de vue du maire Hubert Wulfranc, il y a au cœur du projet urbain, un enjeu démographique évident : « On se dit qu'il faut retrouver un équilibre démographique qui soit en harmonie avec les réalités territoriales de la ville. »

Dans les années 1970, Saint-Étienne comptait 37 000 habitants, aujourd'hui, elle est passée au-dessous de la barre des 30 000. Et demain ? L'objectif est clairement de regagner du terrain pour satisfaire les demandes actuelles de jeunes,

## La densité : kezako ?

Au-delà de la stricte définition, « nombre de personnes par unité de surface », la densité, habituellement considérée de façon mathématique, apparaît cependant comme une notion subjective. On a beau égrener des chiffres, 47 logements par hectare ou 912 habitants au km<sup>2</sup>, ce sont d'autres outils qui permettent d'évaluer le bon niveau de concentration de population.

On parle de plus en plus de densité socialement acceptée ou socialement revendiquée. La forme de l'habitat, la hauteur des logements, leur agencement interviennent dans ces notions, en complément des statistiques démographiques. Les configurations de quartier, telle que celle des Cateliers, correspondraient ainsi à la demande des habitants, même si la densité « chiffrée » est supérieure à la moyenne de densité de la ville.

de couples sans enfant, de personnes âgées ; pour proposer une offre de logements qui permette à chacun de se construire son parcours résidentiel et pour atteindre une plus grande mixité sociale. « Il faut faire en sorte que la population actuelle vive mieux, demain, et que la ville accueille de nouveaux habitants », explique Michel Caron, directeur de l'urbanisme et du paysage. *Il ne faut plus qu'il y ait des populations reléguées dans nos quartiers. Il faudrait retrouver la mixité sociale existant à la construction du Château Blanc.* » Au terme des opérations lancées, la ville devrait repasser au-dessus de la barre des 30 000 habitants d'ici 2015... Et ensuite, pourquoi pas, atteindre les 35 000 habitants. Une chose est sûre : la croissance démographique se fera dans le respect de l'environnement urbain, pour éviter des densités mal supportées.

## Quels types de logements ?

Maisons individuelles ou grands ensembles ? L'heure est plutôt à la recherche de solutions intermédiaires, avec, à l'image de ce qui a été fait sur une partie des Cateliers, des logements individuels superposés, soit des bâtiments de petite taille. La création, sur ce modèle, d'un nouveau quartier sur la zone Claudine-Guérin permettrait de construire 2 750 logements. Privés, sociaux, en accession à la propriété, c'est aussi la question du statut des logements qui se pose... Tout en souhaitant maintenir le taux de logement social autour de 30 à 40 %, la municipalité affirme aussi sa volonté de permettre une diversification de l'offre, garante d'une plus grande mixité sociale.

## Quelles infrastructures pour une ville conviviale, moderne et dynamique ?

Repenser la ville, dans sa globalité, c'est aussi prévoir de nouvelles liaisons de transport, entre les secteurs d'habitat et les zones d'emploi, entre les pôles de proximité et l'agglomération... Voiture, métro, bus, train, vélo ? Les choix devront tenir compte des impératifs dictés par les principes du développement durable. D'autres enjeux se profilent, comme l'adéquation de l'offre d'équipements publics ou le déploiement de l'activité économique. La requalification de Seine Sud et le potentiel de croissance du technopôle offrent de réelles perspectives de développement. Enfin, les élus entendent aussi valoriser les atouts naturels : en s'appuyant sur sa forêt, d'un côté, son fleuve, de l'autre, de belles opportunités existent pour bâtir une ville verte. ♦



À l'automne, des balades urbaines ont permis aux élus et techniciens municipaux d'expliquer directement aux habitants, sur le terrain, les projets et enjeux.

# Les piliers d'une cité durable

Faire du développement durable, ça ne s'improvise pas. Et même si la Ville a engagé de longue date des actions en ce sens, l'urgence environnementale impose de faire plus et mieux. Pour y parvenir, rien de tel que de donner un cadre à sa démarche, avec des objectifs et un calendrier : c'est le projet d'adoption d'un « agenda 21 ».



Au technopôle, le Certam travaille sur des moteurs économes. Concilier industrie et environnement est une des questions au cœur de l'agenda 21.

**D**e la création de pistes cyclables à la mise en place du Mobilo'bus ; de la suppression des produits phytosanitaires à l'inscription des clauses d'insertion dans les marchés publics ; de l'utilisation de matériaux recyclables pour les travaux de fondation des chaussées à l'adoption d'un réglage plus économe de l'éclairage public... dans tous les domaines, le social en priorité, la Ville a fait des efforts pour adapter ses comportements aux exigences du développement durable.

« Nous avons réalisé que nous avions 130 à 140 actions éparpillées, explique Ludovic

Arnold, pilote du projet de développement durable. *L'adoption d'un agenda 21 va permettre la mise en place d'une démarche plus structurée.* »

## « LA MÊME QUALITÉ DE VIE POUR TOUS »

Elle se fera autour de 6 axes principaux que sont le logement, les déplacements, le soutien à l'économie, la solidarité sociale, l'exemplarité de la Ville, la participation de la population.

Quelques exemples peuvent donner une idée des chantiers que l'agenda 21, ou agenda

pour le XXI<sup>e</sup> siècle, va engager : aider les propriétaires à mieux isoler leur logement, car le développement durable ne doit pas être un luxe ; promouvoir les transports en commun, tout en réfléchissant à leur coût pour les usagers ; travailler à l'attractivité économique du territoire, sans hésiter à intervenir auprès des entreprises pour promouvoir des comportements responsables... Dans le domaine économique, toujours, l'agenda 21 se posera la question de savoir si industrie et développement durable sont compatibles. Comment en effet concilier activité industrielle, souvent identifiée comme polluante, mais créa-

trice d'emploi, et réduction des émissions de CO<sub>2</sub> ?

Dans le domaine social, la diversité des actions est grande, c'est le socle du développement durable, si on veut que tous les habitants, de demain et d'après-demain, bénéficient de la même qualité de vie. Enfin, au cœur de la démarche, la sensibilisation, l'information et la participation des habitants donneront forme et sens à ce projet global. La Ville vient de recruter une chargée de missions « développement durable » pour affiner l'agenda 21 municipal. Une feuille de route vers la naissance d'une cité durable. ♦

## Bon point

**Saint-Étienne-du-Rouvray est arrivée 2<sup>e</sup> aux trophées de la commande publique, dans la catégorie « achats durables »**, derrière la communauté urbaine de Bordeaux et devant Strasbourg. Remis au Salon des maires de France, ce trophée récompense les efforts faits par la municipalité, en matière d'achat durable, produits éco-responsables, bois labellisé, introduction de produits bio à la cantine...

# Services municipaux : devoir d'exemplarité

**Premier employeur de la commune, propriétaire de 110 véhicules et de nombreux bâtiments, la Ville est un acteur de premier plan du développement durable.**

**E**n généralisant l'inscription de clauses d'insertion dans ses marchés publics, en augmentant le nombre d'emplois aidés ou encore en inscrivant des clauses d'insertion dans ses marchés de fourniture, la Ville œuvre en faveur de la réinsertion de personnes en marge de l'emploi.

Depuis 2006, elle tente aussi de réduire l'empreinte environnementale de sa flotte : aujourd'hui plus de 50 % de ses véhicules roulent au diester, un biocarburant à base de colza, produit localement. « C'est à la fois moins polluant, explique Ludovic Arnold, ingénieur à la direction des services techniques et pilote du projet de développement durable, et c'est aussi une source complémentaire de revenus pour des agriculteurs de la région. » Dans ce domaine aussi, on peut concilier écologie et solidarité. Aujourd'hui, tout véhicule en bout de course est remplacé par un diesel, mais à moyen terme c'est l'électrique qui devrait s'imposer pour tendre vers le bilan carbone le plus faible.

Sans doute faudra-t-il imaginer d'autres formes et intégrer aussi les déplacements doux dans les trajets des agents de la collectivité ou organiser un plan de déplacement domicile-travail pour ces mêmes agents.

**Si la loi oblige les collectivités à faire établir des diagnostics de performance énergétique pour les bâtiments publics de plus de 1 000 m<sup>2</sup>, la Ville va plus loin.** « Nous ne nous contentons pas de voir combien consomment les bâtiments municipaux, nous avons aussi fait réaliser un audit pour repérer comment corriger les points faibles », insiste Joël Henry, directeur des services techniques.

Parmi les solutions à mettre en place pour réduire la consommation énergétique des bâtiments publics, il y a des moyens techniques (double vitrage, isolation des toitures...), mais aussi des habitudes à faire évoluer : la chasse au gaspi, c'est aussi d'éteindre lumières et ordinateurs, de baisser le chauffage et la ventilation. ♦



Les bâtiments publics de la ville sont surveillés de près pour limiter les dépenses énergétiques.

## Centre ancien : l'éco-quartier à inventer

Pris au pied de la lettre, un éco-quartier est une réalisation urbaine où les objectifs écologiques, économiques et solidaires du développement durable sont mis en application. Voilà pour la définition. Mais sur le terrain, l'enjeu de développement durable se situe aujourd'hui sans doute là où l'on ne l'attend pas toujours : dans l'habitat ancien. « Aujourd'hui on parle beaucoup d'éco-quartiers à construire, mais le plus gros chantier en matière de développement durable est à mener dans les centres anciens où les îlots d'habitats dégradés sont nombreux. Le développement durable doit être une priorité accessible à tous. Il n'est pas possible de créer des îlots de bien-être pour ceux

qui ont des moyens, cela deviendrait des ghettos de riches », affirmait le 5 septembre dernier le maire, lors des débats publics autour du projet de ville. Lors de ce même rendez-vous, l'architecte Laurent Bérenger soulignait le fait qu'il « faudrait un siècle pour reconstruire l'ensemble du parc de logements anciens alors qu'une rénovation était envisageable sur un horizon de vingt ans ».

Une attention toute particulière devra donc être portée dans les années à venir à la réhabilitation des logements et équipements anciens. L'enjeu économique est de taille, puisque l'isolation ou la mise en place d'appareils performants font baisser les charges pour les occupants.

## Circuler en douceur

Demain l'installation des pistes cyclables sera systématique à chaque nouvel aménagement de chaussée. Les services techniques de la Ville intègrent une plus grande mixité piétons/vélos/voitures. Pour aller plus loin, il faudra faire des choix car la configuration des rues ne permet pas toujours la coexistence de tous les modes de déplacement... Il conviendra de discuter démocratiquement de la place réservée à la voiture.

# *Chambre* avec vues





*Je photographie toujours de ma propre hauteur, autrement dit d'un point de vue de taille modeste à environ 1,70 m du sol. Ce qui veut dire que je*

*ne cherche pas des angles qui viendraient confirmer et établir un concept prémédité, mais que j'interroge plutôt un lieu, selon ma propre sensibilité. À Saint-Étienne-du-Rouvray, je me suis intéressé aux strates de l'architecture, qui se sont révélées très riches en un seul périmètre. Non pas sous la forme d'un inventaire, ni d'un référencement, mais plus à travers des formes paysagères, qui échafauderont une mémoire des lieux.*

*J'ai beaucoup marché dans la ville et ses alentours, principalement en empruntant les voies communes. Ici, la forêt est indissociable de la ville, avec ses ouvertures et ses profondeurs. C'est aussi ce qui m'avait marqué lors de ma première visite à Saint-Étienne. Cette proximité de la nature apporte de la douceur dans le paysage. C'est avec ce goût pour l'urbanité et cet appétit de la nature que j'ai photographié à la chambre Saint-Étienne-du-Rouvray.*



Laurent Gueneau



# Ambition éducative : l'enfant d'abord

En plaçant le projet éducatif local au cœur de la démarche du projet de ville, Saint-Étienne-du-Rouvray affiche clairement ses priorités : l'épanouissement de l'enfant, la promotion du vivre ensemble et l'accompagnement des plus jeunes dans la construction de leur avenir.

**U**n nouveau regard sur l'enfance et l'éducation. C'est en ces termes que l'on pourrait résumer l'ambition du projet éducatif local (Pel) qui vise à porter un regard complet sur les temps et les projets de vie des enfants de 3 à 18 ans. « Il s'agit, explique Joachim Moysse, premier adjoint au maire, de déboucher sur une continuité éducative pour l'ensemble des Stéphanois, de l'enfance à l'âge adulte. » Une continuité éducative avec pour finalité l'épanouissement des jeunes.

« C'est toute une philosophie, poursuit Joachim Moysse, l'éducation n'est pas qu'une affaire de connaissance, mais aussi de relation aux autres et de vivre ensemble. Quand on ouvre une ludothèque, on reconnaît que le jeu fait partie de l'échange avec les autres. Quand on réorganise les temps périscolaires, en créant les espaces éducatifs, on veut épargner aux enfants des temps de garderie où ils risquent de s'ennuyer et leur proposer des projets collectifs autour du



L'épanouissement des plus jeunes, la priorité du projet éducatif local.

théâtre, de la musique, du sport, des sciences... »

Concrètement, le Pel est une ambition éducative qui fixera des objectifs, les évaluera, les renouvellera, autour de trois axes : l'épanouissement de l'enfant en tant que sujet ; la promotion du vivre ensemble ; l'accompagnement de l'enfant dans la construction de son avenir.

Au cœur du réseau que forment les acteurs de l'éducation, la Ville veut jouer, à travers son Projet éducatif local, un rôle d'organisation et d'animation. « On est tous collectivement responsables de la dynamique éducative locale, explique ainsi Jérôme Lalung-Bonnaire, l'accompagnement de l'enfant dans la construction de son avenir. »

## Question de niveau

« Le niveau réel d'un pays se mesure à l'attention qu'il accorde à ses enfants, à leur santé et à leur sécurité, à leur situation matérielle, à leur éducation et à leur socialisation, ainsi qu'à leur sentiment d'être aimés, appréciés et intégrés dans les familles et les sociétés au sein desquelles ils sont nés. »

Unicef, rapport Innocenti, 2007



→ tous l'idée d'échanger, de tracer des lignes directrices partagées. Il s'agit de restaurer le principe de coéducation, de responsabilité partagée au service du parcours de l'enfant. On essaie de remettre au goût

du jour l'idée de communauté éducative. »  
« Ce n'est pas toujours facile de réfléchir ensemble, dans la durée, parce qu'on a peur les uns des autres, école, animateurs, familles, bibliothécaires... Nous n'avons pas l'habitude de tous travailler ensemble, reconnaît Bernard Marchand délégué départemental de l'Éducation nationale, mais il faut qu'on arrive à discuter ensemble de nos objectifs édu-

catifs. L'enjeu est drôlement important ! Il y a le domaine du savoir et la construction du citoyen de demain. »

## 66 RÉDUIRE LA FRACTURE SCOLAIRE 66

Pour donner corps à cette communauté, des Assises de l'éducation pourraient avoir lieu tous les deux ans, pour débattre, donner des points de vue, interroger les orientations du Pel. Dans une ville qui accueille un pôle universitaire scientifique de renom, au Madrillet, la participation de certains étudiants à cette communauté éducative pourrait être envisagée, pour que les jeunes des quartiers populaires aient accès à ces parcours d'excellence. Le Pel étudie aussi les moyens de réduire la fracture scolaire. Donner plus de cohérence aux activités proposées aux enfants fait aussi partie des objectifs du Pel. « On était dans une démarche d'offre de services, explique Jérôme Lalung-Bonnaire, avec le Pel il faut être capable de se mettre du côté de l'usager, en prenant en compte ses contraintes, en permettant à

tous de participer aux activités qui leur plaisent, seuls ou en famille. » C'est ce qui a déjà motivé la création des espaces éducatifs (voir ci-dessous). C'est ce qui justifie, aujourd'hui, le diagnostic, en cours : destiné à dresser un

état des lieux des activités proposées aux enfants, sur la commune. Il vise aussi à évaluer les attentes du public, pour dégager de nouvelles priorités. C'est enfin une plus grande exigence de qualité que le projet éducatif local veut porter. La mise en place de contrats qualité (voir aussi ci-dessous) traduit cette volonté de donner aux enfants et aux familles la possibilité d'exiger un niveau de qualité des activités proposées. Un véritable défi à relever pour la communauté éducative. Finalement, l'élaboration du Projet éducatif local est l'occasion de s'interroger sur les moyens à mettre en œuvre, collectivement, pour qu'à Saint-Étienne-du-Rouvray, comme le résume Jérôme Lalung-Bonnaire, « les gamins aient une belle vie et un avenir, entourés par des adultes attentifs ». ♦



## La qualité avant tout

Les personnels municipaux sont désormais invités à rédiger des « contrats qualité » dans lesquels ils détaillent noir sur blanc le fonctionnement des activités qu'ils proposent aux Stéphanois : condition d'accueil, durée des cours, relation avec les familles, contenu des enseignements, rendez-vous festifs dans l'année... « Nous voulons que les personnels qui mettent en place les activités décrivent leur travail et leur niveau d'exi-

gence, explique Jérôme Lalung-Bonnaire, chargé du projet éducatif local. Il s'agit de leur faire pointer qu'il y a un niveau de qualité à atteindre et à respecter. » Les contrats qualité sont une façon pour la municipalité d'exposer en toute transparence le niveau de qualité qu'elle s'impose. Une réflexion est également en cours concernant les horaires d'ouverture au public des services municipaux ou la simplification des démarches.

## Espaces éducatifs, une petite révolution

Novatrice, la convention signée le 22 janvier 2010 entre la Ville et l'Éducation nationale va permettre d'uniformiser tous les dispositifs en cours dans les écoles, après la classe, aide aux devoirs, accompagnement éducatif, projets culturels, artistiques, sportifs, jeux... La convention qui permet la naissance des espaces éducatifs (généralisés dans toutes les écoles en septembre 2010) va faciliter la coordination de tous les acteurs qui assurent ces activités. Pour les professionnels, elle offre un cadre institutionnel clair, pour les écoliers un parcours éducatif concerté plus rassurant et, pour les parents, une meilleure visibilité de l'emploi du temps de leurs enfants. Identique pour toutes les familles, ce dispositif donne à tous les enfants les mêmes droits : celui d'avoir un goûter à l'école, puis de pouvoir bénéficier, selon les jours et les besoins, d'aide aux devoirs et/ou d'activités de loisirs.

# Réinventer les solidarités

À l'heure où la précarité et la pauvreté fragilisent tant de familles et bouleversent les équilibres sociaux, la Ville a pour mission de répondre aux besoins de sa population et de (re)créer des relations de solidarité. Ainsi, le projet social de territoire s'interroge sur les nouvelles actions à mener.

« **E**ntre une classe populaire de plus en plus précarisée et une classe moyenne salariée, comment faire pour que tous se retrouvent dans une politique sociale audacieuse ? Cela passe par la redistribution. Notre solidarité se déploie vers l'ensemble des Stéphanois, de tous revenus, de tous âges. » C'est en ces termes que le maire, Hubert Wulfranc, avait lancé, samedi 5 septembre 2009, le débat public sur les solidarités. Une introduction qui cible l'enjeu essentiel de la politique sociale de la municipalité pour les années à venir : reconstruire, dans un contexte de crise destructeur, un véritable pacte social, recréer les conditions d'une plus grande cohésion sociale, au cœur de la ville.

« Il faut que l'intervention municipale réponde aux plus défavorisés, tout en veillant à ce que tous les habitants, y compris les classes moyennes et aisées aient le sentiment d'avoir leur place », insiste, de son côté, la directrice du département Solidarité et développement social, Sandrine Da Cunha Léal, qui pilote la réflexion engagée autour du projet social de territoire. La solidarité qui, depuis cinquante ans, figure au premier rang des valeurs portées par la municipalité doit guider les politiques publiques qui seront mises en œuvre demain.



La démarche engagée, dans le cadre du projet de ville, comporte plusieurs étapes : « Nous avons mis en place, en novembre dernier des groupes de travail pour réfléchir aux grands enjeux sociaux, explique Francine Goyer, adjointe au maire chargée de l'action sociale, et en même temps nous avons commandé à un cabinet d'études un diagnostic social de territoire. Nous avons besoin d'une vision à la fois plus globale et plus fine de la population stéphanoise pour réajuster notre action sociale. »

« UN QUART DES STÉPHANOIS VIT AVEC 653 € PAR MOIS »

Ce diagnostic social commandé par la Ville fait tout d'abord apparaître une situation de grande pauvreté à Saint-Étienne du-Rouvray : avec 50 % des habitants qui vit avec moins de 1155 € par mois et un quart avec moins de 653 €, la population Stéphanoise bénéficie de revenus très inférieurs à la moyenne de l'agglomération. De même, le nombre de bénéficiaires des minima sociaux est proportionnellement plus important sur la ville que sur l'agglomération.

Sans compter que l'étude met en évidence une augmenta- ➔



→ tion du nombre de personnes isolées et de familles monoparentales.

À côté de ces chiffres, qui soulignent une augmentation des situations de fragilité et qui rappellent que la précarité est devenue une réalité sociale, l'analyse du marché de l'emploi livrée par le cabinet d'études confirme les risques d'aggravation de la situation, si on ne met pas en place des dispositifs ciblés, de formation notamment (voir ci-contre). En effet, alors qu'à Saint-Étienne-du-Rouvray la part de l'emploi industriel décroît et que le secteur tertiaire domine, la ville enregistre toujours une forte proportion d'ouvriers. Il y a donc un décalage entre l'offre d'emploi et le profil des Stéphanois. Conséquence, sans doute, de cet état des lieux, le taux de chômage y est supérieur à la moyenne de l'agglomération. Après une baisse entre 1999 et 2007, il est reparti à la hausse entre 2007 et 2008, touchant très fortement les jeunes.

Ces données confirment l'intuition des services municipaux qui sont confrontés tous les jours aux demandes d'aide d'urgence. Elles pointent le

double défi à relever : mettre en place des dispositifs adaptés pour maintenir un dialogue minimal entre la population et les services publics, mais aussi entre les habitants eux-mêmes.

La Ville est donc déjà confortée

d'action sociale) ou encore la création d'une épicerie sociale. *« Mais il ne s'agit pas forcément de remettre en cause tout ce que nous faisons ou de faire toujours plus, précise Sandrine Da Cunha Léal, il y a déjà une richesse de services mais il faut aussi se demander comment faire mieux. »* En répartissant mieux les services et l'intervention publique,

mais aussi en harmonisant les missions des uns et des autres dans la ville, pour être plus efficaces. Ces problématiques feront l'objet de discussions et de propositions, au sein des groupes qui travaillent en mairie sur

le projet social de territoire. Comme le projet urbain, l'agenda 21 ou le projet éducatif local, c'est un document d'orientation qui se construit, qui soulève des questions et qui formulera, d'ici la fin de l'année, des propositions à mettre en place pour mieux répondre aux besoins de chacun. ♦

## LE CONTRAT SOCIAL STÉPHANOIS

dans sa volonté de multiplier les outils pour enrayer la grande pauvreté, avec le plan d'urgence lancé cet été, un projet de micro crédit social, la revalorisation des aides octroyées par le CCAS (centre communal

### Priorité à la formation

**Le constat est sans appel :** le niveau de formation des Stéphanois ne correspond pas du tout au profil des emplois qui existent sur la ville, qui sont principalement concentrés dans le secteur tertiaire et qui exigent des niveaux de qualification accrus. Or, à Saint-Étienne-du-Rouvray, la proportion d'ouvriers est forte et le niveau de diplôme faible. La priorité de la Ville est aujourd'hui de lutter contre l'illettrisme et l'analphabétisme, de proposer, par exemple avec la Mief, des formations initiales et continues adaptées aux réalités du marché de l'emploi pour améliorer l'employabilité des Stéphanois.

## Que faire en direction de nos aînés ?

**Adaptation des logements, création de places en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), animation sociale, prise en compte de la diversité culturelle des Stéphanois, création de liens intergénérationnels...** il est temps aujourd'hui de proposer des solutions pour répondre aux problèmes que rencontrent nos aînés et pour mieux anticiper le vieillissement.

C'est la mission de l'un des groupes de travail du projet social de territoire : à l'image du Mobilo'bus, d'autres services doivent être imaginés pour faire face à la dépendance et à la solitude. Pour soutenir, au quotidien, des hommes et des femmes que la société ne peut abandonner à leur isolement.



# Point de vue

## et images d'un monde



*Urbanite(és) est un projet photographique urbain et social. Un projet qui propose d'interroger les différentes formes d'urbanismes et de poser en exergue les relations qui se tissent entre habitants et habitat. De montrer autant les lieux de vies que d'explorer les zones périphériques, non lieux de la ville qui s'annonce. Un travail simple, en apparence, où les premiers mois ont été consacrés à la recherche. Où il a fallu défricher, creuser, exploiter et construire différen-*

*tes pistes de réflexions pouvant amener sur une problématique photographique qui ne soit pas uniquement illustrative mais qui laisse apparaître, en filigrane, les réalités sociales d'une ville aussi multiple que Saint-Étienne-du-Rouvray. De voyager ici et là, entre document et fiction, entre réalités et narration. De partager ensemble l'intime et le quotidien.*



Projet Urbanite(és), Olivier Roche.

*« Photographier n'est pas prendre le monde pour objet, mais le faire devenir objet, exhumer son altérité enfouie sous sa prétendue réalité, le faire surgir comme attracteur étrange, et fixer cette attraction étrange dans une image. »*

Jean Baudrillard.

À mon avis

## Projet de ville, l'affaire de tous

Depuis plusieurs mois déjà, l'équipe municipale, élus et agents, est mobilisée pour établir le projet de ville, la feuille de route qui tracera les grandes lignes de nos actions pour les quinze ans à venir. Une réflexion indispensable qui fixe nos priorités et nous éclaire sur les moyens à mobiliser afin de les atteindre.

Mais le projet de ville n'est pas coupé du monde. Il s'inscrit au contraire dans un contexte national de casse des politiques publiques et en sera tributaire. L'argent public va se raréfier et nombre de décisions seront prises par des instances de plus en plus éloignées des citoyens.

Cela pose donc la question des marges de manœuvres dont je disposerai demain, en tant que maire, avec mon équipe municipale, pour répondre aux attentes et aux besoins de tous les Stéphanois.

Nous savons bien que s'ouvre une période difficile – encore plus qu'hier et qu'aujourd'hui – avec des

parcours professionnels compliqués, chaotiques, tronqués, pour les actifs, et des niveaux de pensions à la baisse pour les retraités. Une période pendant laquelle les publics les plus fragiles, qu'il s'agisse des plus jeunes ou des aînés, seront de plus en plus nombreux. C'est ce défi qu'il nous faudra relever en apportant les réponses qui s'imposent. En terme de solidarité, mais aussi d'épanouissement personnel.

grand nombre de personnes d'accéder à un logement qui convient à leurs besoins et à leurs capacités financières. Les loyers et les charges grimpent et le budget qui reste ensuite pour vivre, lui, ne cesse de diminuer.

Parallèlement, nous ne pouvons que constater les insuffisances persistantes des politiques de transport en commun à échelle du grand Rouen. Nous accusons un retard d'infrastruc-

ture individuel automobile.

Pourtant, nous le savons bien, aujourd'hui, la mobilité est un facteur déterminant. Pour trouver du travail, pour le conserver lors de reclassements professionnels, il faut être en mesure de se déplacer, sous peine sinon de devoir y renoncer. Réduire les inégalités c'est d'abord mettre en place des transports publics adéquats. Le projet de ville devra marquer de son empreinte le quotidien de chacun. Il devra s'attacher à préserver le pacte social qui unit la population. On le voit bien, la société française est traversée par des exclusions et des discriminations évidentes. De plus en plus de personnes se tournent le dos, les uns accusant les autres d'être la cause de leur mal vivre. Pourtant, à moins d'aller se réfugier au sommet du Mont Blanc, il nous faut vivre ensemble. Afin d'y arriver, une seule exigence : combattre les injustices sociales criantes. Pour cela, la municipalité dispose d'une réelle vo-

“ NOUS VIVONS AUJOURD'HUI  
DANS UN CONTEXTE DE CRISE ”

Nous vivons aujourd'hui dans un contexte de crise du logement et de l'habitat. Une réalité que le vaste chantier de renouvellement urbain engagé à Saint-Étienne-du-Rouvray depuis dix ans ne permet pas de gommer totalement. Il est toujours difficile pour un

ture et de modes de transport. Alors que l'exigence de mobilité dans la vie active ne cesse de croître, l'offre n'arrive pas à suivre la cadence. Aujourd'hui, les transports en commun ne représentent pas, pour la majorité des citoyens, une alternative au déplacement

lonté et d'une grande expérience dans l'attention qu'elle porte aux plus fragiles. De quoi mener à l'avenir une politique sociale encore plus efficace.

Mais ne nous trompons pas. Cette attention, ce soutien prodigué aux personnes qui en ont besoin profite aussi à tous ceux qui les entourent et donc par ricochet à l'ensemble de la population : aux parents à qui l'on va faciliter la vie en organisant des modes de garde adaptés, aux familles dont les aînés seront bien accompagnés... Être attentif à ceux qui vivent des moments difficiles dans leur vie active, c'est aussi leur permettre de rester sereins et dignes vis-à-vis de leur voisinage, d'éventuels employeurs... J'ai la conviction que lorsque l'on consolide un point faible, c'est la corde tout entière qui résiste mieux.

Nous avons déjà montré que nous étions capables de saisir des opportunités. Nous n'avons jamais manqué de projets pour faire



avancer la ville, nous avons toujours essayé d'apporter de vraies réponses en tirant profit de tous les soutiens et de toutes les aides possibles.

Autant d'atouts, qui, malgré les réelles difficultés qui nous attendent, doivent nous inciter à retrousser nos manches, à imaginer notre ville de demain, plus

## “ ÊTRE ATTENTIF AUX PLUS FAIBLES, C'EST PERMETTRE À TOUS DE VIVRE MIEUX, ENSEMBLE. ”

Saint-Étienne-du-Rouvray a également la chance d'être bien dotée par la nature. Nous bénéficions d'atouts naturels qu'il ne faut jamais oublier : au cœur d'une agglomération en mouvement, avec des terrains disponibles pour envisager des projets structurants, avec la forêt et la Seine...

solidaire et plus humaine encore.

Une chose est certaine, pour peser, le projet de ville doit devenir l'affaire de tous, élus, habitants, associations...

---

**Hubert Wulfranc,**  
maire, conseiller général

# Le projet de ville en 3 dimensions

## Projet urbain



## Des questions

**DÉPLACEMENTS**  
Circuler à l'intérieur de la ville, de l'agglomération, entre les secteurs d'habitat et les zones d'emploi, les équipements publics. Quelles villes devons nous construire ou aménager pour quels modes de déplacement : automobile, train, bus, vélo... ?

## Questions transversales à débattre



**VIVRE ENSEMBLE, LAÏCITÉ**  
École, vie du quartier, services publics, activités de loisirs, voisinage... Quelles règles se donner qui permettent à chacun de trouver sa place sans minorer ses opinions et à tous de vivre ensemble ?



**TERRITOIRE : CITÉ, QUARTIER, AGGLOMÉRATION**  
Comment vivre pratiquement au village, depuis la cage d'escalier jusqu'aux frontières du grand fleuve ; de quels équipements, services, commerces avons nous besoin et à quelle distance ? Quelle est la bonne répartition des missions entre les collectivités ; quelle place doit garder la commune et ses élus auprès des habitants ?



**EMPLOI, FORMATION**  
Comment développer des activités de qualité pourvoyeuses d'emploi, notamment sur la zone. Quel but ? Quelles nouvelles industries non polluantes accueillir ? Quels efforts importants doivent être faits pour améliorer la formation et l'insertion professionnelle des Stéphanois ? Comment tirer parti de l'implantation de technologies et des formations universitaires ?

## Qui participe,

**GROUPES DE TRAVAIL ET ATELIERS**  
Ils réunissent les agents de la Ville, des élus, des partenaires et des experts pour diagnostiquer, réfléchir et proposer.

**COMMISSIONS ET CONSEIL MUNICIPAL**  
Ils réunissent les élus pour informer, débattre et décider. Pour chaque projet, un diagnostic et des propositions sont soumis à la décision des élus.



## Projet social



# communes

## HABITAT, CADRE DE VIE

D'importants besoins sont à satisfaire dans le domaine de l'habitat : seniors, jeunes, familles avec enfants... Il faut permettre à chacun de se construire un parcours résidentiel dans notre ville et de trouver les équipements nécessaires : commerces, loisirs, éducation, santé... Combien de logements pouvons-nous construire, de quelles formes et dans quels secteurs de notre ville ?

## qui décide ?

### REUNIONS PUBLIQUES ET ASSISES

Habitants et partenaires associatifs sont consultés et peuvent s'exprimer régulièrement au cours de

débats et réunions publiques et bientôt sur des forums via le site internet de la Ville. Après les débats publics du 5 septembre 2009 et les ateliers urbains une réunion publique est prévue en mars. Des assises de l'éducation seront organisées en septembre 2010.

### HANDICAP

L'accessibilité de la ville et de ses équipements est un impératif.

Non seulement pour permettre aux personnes handicapées de vivre pleinement dans la cité, mais aussi parce que les efforts déployés bénéficient à tous : jeunes enfants, familles, personnes vieillissantes...

### ENVIRONNEMENT

Comment mettre en avant les atouts d'une ville verte avec ses parcs et forêts, sa proximité la province du Doubs ? Avec une préoccupation : que le développement durable soit partagé par le plus grand nombre, comme source et élément de progrès social.



## Projet éducatif

### LE TEMPS

À quels rythmes vivons-nous dans la ville : entre actifs et inactifs, enfants, jeunes et personnes âgées ? Comment vivre ensemble malgré des temps différents : salariés ou incapables, étudiants, familles monoparentales ou recomposées... Quels services faut-il offrir, quels jours et à quels horaires ?

### PARTICIPATION DES HABITANTS

Informar, consulter, se concerter, décider ensemble... Si les élus ont leur légitimité, la participation des habitants aux projets est indissociable de leur réussite. Comment et par quelles formes redonner le sens de la citoyenneté et le goût de la participation à tous ?



## Projet durable



# Audace participative

**Le projet de ville travaille à une commune qui colle le mieux à la peau de ses habitants et de ses usagers. Il ne peut cependant pas se construire sans un outil indispensable. Un outil pour participer aux débats, mais aussi pour modifier la décision politique, si besoin... Cet outil s'appelle la participation des habitants.**



**L**e Château Blanc, mardi 2 février, 14 heures. La salle de réunion du centre Jean-Prévost se remplit doucement. Trois-quatre personnes sont déjà assises, les tables disposées en grand ovale paraissent bien vides... Puis, par petits groupes ou encore un à un, les participants arrivent, se saluent, échangent quelques mots et s'installent. Il faudra bientôt rajouter des chaises, se tasser pour tenir tous autour des tables...

Il ne s'agit pas, dans ces pages, de faire le compte-rendu de la première (et riche) réunion « participative » d'organisation de « La Fête au Château » du 12 juin prochain. Ce moment fait également le cas avec les promenades urbaines d'octobre dernier dans le cadre de la construction du Plan local d'urbanisme (Plu) – reflète simplement l'une des préoccupations qui traverse le projet de ville stéphanois dans son ensemble : associer les habitants, les usagers, les citoyens à la vie publique locale. Bref, faire de la démocratie participative.

## « PAS SEULEMENT DES MOTS »

La formule avait refait surface dans les médias lors de la campagne présidentielle de 2007, mais la notion était restée à quai, un peu décorative, il faut bien l'avouer. C'est devant cette

décevante constatation que la municipalité a choisi, dès le lancement de son projet de ville, en 2009, d'inscrire la participation des habitants comme un des axes forts de sa réflexion en vue de revivifier la démocratie locale.

Simple d'apparence, le sujet requerrait toutefois quelques points de repère. La Ville a donc sollicité Judith Ferrando, universitaire spécialiste du sujet. La jeune « experte », loin du jargon technique et des exaspérants « y-a-qu'à-faut-qu'on » a ouvert la réflexion sur une mise en garde. Mise en garde qui avait par ailleurs été clairement formulée par Joachim Moysse, premier adjoint : « *Il faut éviter l'écueil d'une démocratie participative transformée en démocratie d'opinion. Le triptyque habitants-élus-experts doit fonctionner à plein, mais il faut pour cela prendre le temps de se taire... et d'écouter les autres.* » Il existe plusieurs formes de démocratie. En France, elle repose sur la représentation : nous élisons nos représentants qui délibèrent et gouvernent en notre nom. Mais, comme le disait Pierre Mendès-France, « *la*

*démocratie ne consiste pas à mettre épisodiquement un bulletin dans une case, à déléguer les pouvoirs à un ou plusieurs élus, puis à se désintéresser, s'abstenir, se taire pendant cinq ans. Elle est action continue du citoyen.* ». Alors, comment être citoyen dans une « action continue » ? Certainement pas grâce à la démo- →

→ cratie d'opinion, du moins quand celle-ci se traduit par un recours immodéré aux sondages et autres études d'opinions... Si l'outil sondage reste plus ou moins fiable sur le plan technique, son utilisation tend à rendre invisibles des catégories entières de personnes. Car, comment recueillir l'opinion de personnes rendues « invisibles » par l'exclusion sociale et l'auto-exclusion citoyenne ?

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) en fait le constat : 33 % des abstentionnistes aux élections nationales sont des demandeurs d'emploi ou des travailleurs précaires, alors que ces derniers représentent 13 % des électeurs inscrits...

Plus notre situation sociale est difficile, moins nous avons le temps et l'énergie pour nous investir dans la vie citoyenne. Le maire, Hubert Wulfranc, en est conscient : « La population stéphanoise compte plus qu'aïl leurs une forte part d'ouvriers et d'employés. Cette population s'est enrichie de l'arrivée d'immigrants, apportant avec eux de fortes traditions culturelles et religieuses. Ce sont des atouts et des handicaps pour la qualité de la vie locale. Nous connaissons une abstention plus forte qu'aïl leurs. Si un nombre significatif de la population s'abstient de voter, comment créer les conditions pour permettre cette participation citoyenne ? » Judith Ferrando enfonce le clou : « Un grand nombre de catégories de la population sont absentes du

débat public, soit de leur propre choix, soit en raison de contraintes liées aux horaires ou à la vie familiale. » Sans parler des enfants et jeunes non majeurs donc non électeurs, ou des personnes immigrées qui vivent ici, payent des impôts sans droit à la parole.

« Comment peut exister la prise de parole citoyenne et quel usage peut être fait de cette parole pour impacter l'action publique ? », Judith Ferrando plaide pour que les élus et les services municipaux mettent en œuvre les conditions nécessaires à l'existence d'une vraie participation citoyenne. Mais elle prévient également contre les écueils à éviter.

La mise en œuvre reste difficile, « il faut créer un terreau de confiance entre la Ville et les habitants, reprend-elle. Il est nécessaire d'instaurer des cadres et des règles pour que cela fonctionne. » Un patient et fragile travail de terrain effectué au quotidien par les élus et agents municipaux...

## OPINION N'EST PAS PARTICIPATION...

Pour l'universitaire, le défi qui se pose alors aux élus est de « préciser clairement aux citoyens participants qu'il ne s'agit pas d'une co-décision. Mais il faut laisser au citoyen, de manière explicite et cadrée, la possibilité de modifier la décision politique. »



Ces réunions entre services municipaux, associations et habitants pour préparer une grande fête de quartier, ou ces débats à la journée de loisirs, ou encore ces promenades urbaines entre habitants, agents municipaux et élus dans

le cadre de la construction du Plu (plan local d'urbanisme), bien que d'apparences modestes, permettent de créer peu à peu les conditions d'une réelle participation des habitants à la vie de la cité... Un regard commun sur la commune, en quelque sorte. Ce que la sociologue

qualifie de « construction collective d'un point de vue ».

Et loin d'être un objet décoratif, ajoute-t-elle, « quand le projet est partagé avec les habitants, la démocratie participative permet d'avoir de l'audace ». L'audace, voilà peut-être ce que peut donner la politique quand y participent vraiment les citoyens. ♦

# Tous différents, tous ensemble

D'origines, de cultures ou de religions différentes... Comment vit-on tous ensemble dans une ville où le brassage des populations diverses est une réalité depuis près de deux siècles ? En défendant les valeurs de laïcité, combinées à l'exigence de justice sociale, sans lesquelles l'émancipation individuelle est un leurre.



**I**nstantanés du vivre ensemble, un vendredi soir à Saint-Étienne-du-Rouvray. À l'espace Georges-Déziré, c'est une soirée Gospel qui affiche complet. Cette musique, d'inspiration religieuse, réunit bien au-delà des esprits de chapelle... À moins d'un kilomètre de là, à l'espace Célestin-Freinet, une cinquantaine de convives s'attable à l'occasion d'une soirée soupe à l'initiative de l'association du centre social de La Houssière. Au menu : une chorba du

Maghreb, une soupe portugaise, un potage aux légumes.

## LA VILLE S'EST CONSTRUITE AVEC DES POPULATIONS D'ORIGINES DIVERSES

Évidemment, deux moments que l'actualité rapproche ne suffisent pas à exprimer la complexité et les enjeux du vivre en-

semble dans notre ville. D'autres exemples pourraient venir illustrer le propos : Noël solidaire le 23 décembre 2009, partagé par tant de familles d'origines si différentes, ce *Douar* du chorégraphe Kader Attou donné sur la scène du Rive Gauche devant un public chaleureux et riche de ses différences, et qui trace ce pont imaginaire entre rêves d'immigration depuis l'autre rive de la Méditerranée et vies des immigrés d'ici.

Au moment où certains agitent le spectre d'une identité nationale menacée, quelques évidences méritent d'être rappelées. Ville d'accueil, Saint-Étienne-du-Rouvray s'est construite au fil des deux siècles passés sur des apports de populations aux origines diverses, venues principalement répondre aux besoins de l'industrie. Avant-hier Français issus de l'exode rural, Espagnols ou Portugais arrachés à leurs villages pour le compte de la Fonderie Lorraine ; hier Marocains et Algériens recrutés pour faire face au manque de main-d'œuvre pour reconstruire le pays, développer son industrie automobile dans des conditions difficiles. « Le bruit, la chaleur et les émanations toxiques étaient le lot quotidien

d'une écrasante majorité d'ouvriers algériens », rappelle l'historienne Laure Pitti, dans son étude sur la condition →



→ d'ouvrier spécialisé algérien à Renault. Aujourd'hui, travailleurs d'Europe de l'Est, de Turquie, d'Afrique, avec ou sans papiers, sur nos chantiers tôt le matin et tard le soir ou la nuit et jusque sur celui, ô combien symbolique, de l'Assemblée nationale. Ne l'oublions pas, dans certains cas, les plus dramatiques, l'exploitation et ses ravages n'ont pas fait de distinction : l'amiante et son cortège de maladies professionnelles évoqués dans *Le Stéphanois* n° 91, ont touché de la même manière ouvriers français et immigrés exposés.

Tout est-il pour autant si facile dans la vie de tous les jours ? Les différences, que l'on pourrait percevoir comme une richesse, peuvent aussi devenir barrières entre les habitants. Par exemple en faisant surgir des questions de traditions ou de pratiques religieuses que chacun serait tenté de vouloir imposer dans l'espace public. Pour éviter les conflits et garantir à chacun sa liberté de conscience, la France a mis en œuvre depuis 1905 la séparation des églises et de l'État et inscrit la laïcité parmi ses valeurs, tout comme l'égalité homme-femme, dont à l'origine les religions du livre sont peu soucieuses, inscrites dans un contexte historique défavorable aux femmes. En 1882, les lois sur l'école publique visent très nettement à garantir la neutralité religieuse, mais en même temps à dépasser les appartenan-

## « A-T-ON AUTANT DE CHANCE DE TROUVER UN TRAVAIL QUAND ON EST ARABE OU NOIR ? »

ces religieuses pour former l'unité d'un pays, une nation, explique Patrick Cabanel, historien du fait religieux.

Par son article 1<sup>er</sup>, la loi de 1905 proclamait la liberté de conscience, le droit de croire ou de ne pas croire, et le libre exercice des cultes. De ce fait, la laïcité n'est pas hostile aux religions, contrairement à une contre-vérité courante. Par son article 2, elle affirmait l'indépendance réciproque de l'État et des cultes. De ce fait, elle s'opposait au cléricisme, c'est-à-dire à la participation d'autorités religieuses dans la vie politique et les lois de l'État. Ce qui n'empêche pas « le dialogue et la connaissance mutuelle, qui sont la condition du vivre ensemble dans une société pluraliste », comme le souligne l'association Islam et laïcité. Avant de pointer que l'intrusion de la religion n'est pas seule en cause dans la menace qui pèse sur le lien social.

En effet, avant d'être religieuses ou ethniques, les « nouvelles frontières de la société française » comme les dénomme l'anthropologue Didier Fassin, sont d'ordre économiques et politiques. Et c'est

parce que les inégalités sont croissantes, dans les domaines de l'emploi, du logement par exemple, qu'elles renvoient systématiquement les personnes vers leur communauté d'origine sans leur laisser la liberté de construire un parcours individuel. Ainsi quand un chômage élevé frappe les quartiers populaires, en particulier les jeunes, renvoyés à une image de classe dangereuse comme les ouvriers hier. Ou quand un racisme quotidien, parfois inconscient, véritable plafond de verre, renvoie sans arrêt les jeunes issus de l'immigration à leur différence : ils ne sont plus Français à part entière mais Français à part, parfois même à part de toute citoyenneté reconnue, comme naguère au temps des colonies. En clair : a-t-on autant de chance de trouver un travail quand on est Arabe ou Noir et que l'on habite le Château Blanc qui nourrit encore tant de fantasmes ? A-t-on autant de chances d'être un élu de la République, responsable de service public ? À en croire les statistiques de la Haute autorité de lutte contre les discriminations (Halde) le sujet est d'une actualité brûlante avec l'augmentation de 25 % en un an des réclames dont près d'un tiers porte sur des discriminations liées « aux origines ». La défense de la laïcité va donc au-delà des questions religieuses. « Je lutte pour la laïcité car j'ai conscience qu'elle est

un levier pour l'émancipation. Mais je tiens à son indispensable couplage avec la justice sociale, explique le philosophe Henri Pena Ruiz. *Tout peuple devrait vivre selon les principes de la laïcité, qui sont la liberté de conscience, l'égalité de traitement de tous les citoyens quelles que soient leurs convictions spirituelles, et l'action universelle de la puissance publique.* »

En ce sens, la lutte contre la désorganisation des services publics et leur mise en concurrence, notamment dans l'éducation, la santé, la recherche scientifique, n'est pas seulement syndicale ou politique. Et la réflexion autour d'un projet de ville pour promouvoir ces mêmes services publics au niveau local n'est pas vaine. Elle est la meilleure garantie apportée à la laïcité et au vivre ensemble. ♦

### Bibliographie

- Laure Pitti, *De la différenciation coloniale à la discrimination systémique ?* <http://www.ires-fr.org/IMG/File/R463.pdf>
- Patrick Cabanel, *Les mots de la Laïcité*, Presses universitaires du Mirail, 2004. Disponible dans les bibliothèques municipales
- Didier Fassin (ouvrage collectif), *Les nouvelles frontières de la société française*, Éditions La Découverte, 2010
- Rapport annuel de la Halde disponible sur [www.halde.fr](http://www.halde.fr)
- Henri Pena Ruiz, *L'Humanité* du 11 mai 2009

# Service public local en péril

À l'été 2010, le Parlement débattre de la réforme des collectivités territoriales. Si elle est votée par la majorité présidentielle, le lien unique qui existe entre les citoyens et leurs élus de proximité risque de se rompre. Creusant ainsi les inégalités entre les territoires pauvres et ceux plus favorisés.

Pour un Stéphanois, les interlocuteurs locaux sont répartis sur quatre collectivités territoriales distinctes : la mairie, la Crea (communauté d'agglomération élargie), le département et la région... Selon qu'il aura à effectuer une demande de logement, de formation, d'aide sociale, de subvention, ou encore à trouver un interlocuteur sur les questions de transports, d'eau ou de développement économique, le citoyen devra frapper à des portes différentes... et parfois assez éloignées de son domicile.

En outre, il n'est pas toujours évident de se repérer dans ce mille-feuille administratif. L'idée d'une réforme des collectivités territoriales n'était donc pas forcément incongrue.

## « TAXER LES CITOYENS, EXONÉRER LES PROFITS »

La réforme qui sera présentée au Parlement avant l'été prochain devrait par conséquent rencontrer un large consensus politique. Mais voilà, même des élus de droite traînent les pieds, voire, s'élèvent contre leur propre majorité. Alors, pourquoi la réforme des collectivités territoriales est-elle rejetée par les élus locaux, tous bords confondus ? La question mérite d'être creusée...

L'air entonné par le gouvernement est bien connu : « Il faut diminuer les dépenses publiques ! » Les dépenses des collectivités seraient si élevées que le gouvernement

propose... de diminuer les recettes. Depuis l'instauration du bouclier fiscal dès le début du quinquennat, la solution miracle aux déficits passe systématiquement par un assèchement des recettes publiques. Le raisonnement reviendrait à dire à un foyer qui peine à boucler ses fins de mois, qu'en diminuant son salaire, la vie serait bien plus facile !

Dans cette logique, la taxe professionnelle (TP) est désormais supprimée pour les entreprises depuis le 1<sup>er</sup> janvier. La TP rapportait chaque année 28 milliards d'euros de ressources fiscales aux collectivités territoriales. Grâce à elle, les villes, départements et régions pouvaient financer leurs actions auprès des citoyens et être des acteurs de premier plan du développement économique, culturel et sportif. Certes, la TP était un impôt incompréhensible et injuste (les entreprises n'acquittaient plus que 25 % de la TP qu'elles auraient dû normalement payer, grâce aux nombreux cadeaux fiscaux qui leur ont été faits au fil des années). La TP accablait le secteur industriel (générant 33 % de la richesse nationale, il contribuait pour 66 % aux recettes de la TP), mais exonérait largement les banques, l'assurance et la grande distribution. Mais en la remplaçant par une contribution économique territoriale (CET), la réforme de la fiscalité locale ampute les collectivités de 11 milliards de manque à gagner de recettes fiscales. En outre, l'Association des maires de France estime que la suppression de la TP reviendra à reporter 75 % des recettes fiscales sur les ména-



ges, là où ils n'y contribuaient qu'à hauteur de 48 %... Mais ceci n'est que le préambule de la réforme des collectivités qui va se débattre au Parlement. Après s'être attaqué au nerf de la guerre, la

réforme s'apprête à casser le lien de proximité qui existe entre les citoyens et leurs élus locaux. L'esprit de la réforme des collectivités territoriales peut se résumer à une →

→ réorganisation autour de deux grands pôles locaux. Un premier consisterait à rapprocher les départements et régions; le second à créer des pôles communes-intercommunalités. Le premier acte du rapprochement région-département a lieu dès mars 2010 avec l'élection des conseillers régionaux dont le mandat est ramené à quatre années au lieu de six. Cette réduction prévoyant en effet d'organiser dès 2014 des élections communes pour nos représentants aux conseils général et régional, les conseillers territoriaux. Ces conseillers territoriaux siègeront à 80 % d'entre eux dans les deux instances locales. Il en résultera la suppression d'un quart des cantons dans les départements français. La réforme vise en fait la suppression à terme des départements. Avec la perte du conseil général, c'est tout un pan des politiques sociales et sanitaires qui serait fragilisé... Et ferait des collectivités locales de simples « agences » locales des politiques gouvernementales, sans réelle marge de manœuvre de proximité. Le second pôle commune-intercommuna-

lité visé par la réforme consisterait à créer de grandes métropoles aux compétences certes élargies et dont certaines seraient récupérées des départements, comme les collèges et l'action sociale, créant ainsi mécaniquement des concurrences entre les territoires, dont pâtiraient les habitants des zones moins favorisées. Ces grandes entités intercommunales aux compétences accrues éloigneraient inexorablement les élus locaux des citoyens.

## “ ÉLOIGNER L'ÉLU DU CITOYEN ”

Comment représenter et défendre des citoyens qu'on ne voit jamais? Un maire, a fortiori à Saint-Étienne-du-Rouvray dont la taille reste humaine, est une personne qu'on croise aisément chez son boulanger ou dans son quartier... Même si l'on attend de lui des réponses sur des choses qui peuvent aller de simples conflits de voisinage à des questions fondamentales comme le logement et l'emploi, un maire demeure présent au quotidien pour les ad-

ministrés. En sera-t-il toujours ainsi lorsqu'il aura à gérer des métropoles d'un demi-million d'habitants? On peut en douter... Du moins, il y aura peu de chances de le croiser chez le boulanger. La réforme qui sera donc débattue au Parlement avant l'été risque d'une part de priver les élus locaux de leurs moyens financiers d'action, mais elle prévoit en outre de rompre ce lien si étroit entre élus locaux et citoyens, qui constitue pourtant la vraie identité française. ◆

## MA COMMUNE DEMAIN





# L'arrêt d'après

**U**n dimanche d'automne, Loïc descend sur Rouen, métro-bus, avec toute la bande, remonte à Saint-Étienne le lundi matin, pas trop frais. C'est alors qu'il voit cette fille pour la première fois. Elle est avec une bande, elle aussi, mais d'un autre genre. La bande de Loïc regarde l'autre, qui ne la regarde pas. À Bastié, quand la bande de Loïc se jette sur le quai, l'autre, sans surprise, reste dans la rame. Des étudiants, terminus Technopôle. L'arrêt d'après, mais l'autre côté du monde, pour ainsi dire. Aussi sec, il oublie cette fille. Soi-disant.

Quelques semaines plus tard, Loïc attend à la station Bastié. Il a son petit frère avec lui, le genre de samedis où leur père les envoie à l'hôpital voir leur mère. Sur l'autre quai, se range la rame venant de Rouen. Tout de suite, Loïc repère... qui descend! \_ la fille, ses longs cheveux, son grand sac, sa démarche louvoyante. Elle s'est trompée d'arrêt ou quoi?

De toujours, Franck, le petit frère, a l'œil sur le grand, sur ce que le grand suit de l'œil.

- C'est une étudiante, dit Franck.

- Qu'est-ce qu'elle foutrait, une étudiante, au Château Blanc?

Les petits frères, parfois, en apprennent aux grands.

Même à propos de la cité. Même à propos des filles.

- Tu connais pas la Résidence du Madrillet?

La fille s'éloigne dans la grisaille, avec une gaieté de serpent. Tant pis. D'ailleurs leur rame se pointe, leur corvée d'hôpital.

À Henri-Becquerel, ils restent le minimum, d'ailleurs ils ne savent jamais quand leur mère s'endort. Elle a pris le temps de leur dire que lundi, nor-ma-le-ment, on la laisserait rentrer chez elle. Chaque fois pareil, sauf qu'elle est encore plus maigre, encore plus jaune. Quand, sur la pointe des pieds, ils sortent de sa chambre, elle leur souffle de passer le bonjour à leur père. Ils reprennent le métro, leurs musiques bien plaquées sur les oreilles, un samedi comme celui-là qu'est-ce qu'ils pourraient se raconter ou à qui que ce soit?

Quand les voilà au Château Blanc, Loïc, d'un ton détaché: cette fameuse Résidence, où est-ce que son frère l'aurait vu? Comme si les bâtiments naissaient et disparaissaient dans la même journée, à la façon des papillons. Franck réfléchit, doit-il ou non répondre? Les grands frères n'aiment pas trop la vérité quand ce sont les petits qui la leur servent. Il se lance, en définitive:

- Cette fille, elle n'est pas pour toi.





Au printemps, Loïc et la fille sont ensemble, comme on dit. De tout l'hiver, Loïc n'a pas trouvé de travail, mais s'est donné un objectif : conquérir la fille, d'après son petit frère, qui n'était pas pour lui. Y est-il parvenu ? D'un côté, oui. Ils font l'amour deux fois par semaine, elle a réussi à caser ça dans son emploi du temps. Sur le technopôle, à l'Institut national des Sciences appliquées, Milouda est élève-ingénieur première année. Enchanté, Loïc, chômeur troisième année. Un de leurs échanges, au début. Le rire de Milouda vous met le feu, par son timbre rauque, son intelligence nue. L'agressivité de Loïc : il est le tigre et la cage à la fois, il fout les chocottes mais on veut le consoler.

D'un autre côté, non, il ne l'a pas conquise, au sens où elle ne lui accorde aucune place dans son avenir. Personne d'ailleurs, individu, entreprise ou institution ne paraît accorder de place à Loïc. Quand il y réfléchit, c'est-à-dire tout le temps, il en conclut qu'il n'appartient à aucun avenir, sauf statistique.

- Arrête de te plaindre, dit Milouda, lui prenant le menton à deux doigts.

Sur les murs de sa chambre, ni acteur ni chanteur. Des cartes. Des photos de paysages. Pour son métier, elle ira là et là et là. Demain, dit-elle, il existera presque partout des centres de production, non seulement, mais des bureaux d'études.

Pour sa part, elle ambitionne de devenir experte dans le domaine automobile. Ce serait reprendre à sa manière le flambeau familial : son grand-père était venu de l'Atlas, au Maroc, travailler chez Citroën-Aulnay. Mon

grand-père, dit Loïc, de la Manche chez Renault-Cléon. Ils n'en reviennent pas. Se pourrait-il que cette invisible ressemblance les ait à leur insu attirés l'un vers l'autre ? Loïc se mord les lèvres. Comment expliquer ça ?



Leurs grands-pères sur le même rang, ouvriers, et deux générations après... Elle pose la main sur sa joue. Il l'écarte aussitôt, déteste le maternalisme. Elle rit, lui met la main plus bas, est-ce qu'il déteste aussi ?

Un dimanche, Milouda a une drôle d'idée. Montre-moi ta ville, elle n'en connaît, à peu près, que deux arrêts de métro-bus. Il n'y a rien à voir, dit-il. Parce que tu ne veux pas regarder, dit-elle. Ils suivent la pente vers la Seine, un bras de Loïc sur les reins de Milouda, s'arrêtent de temps à autre pour gentiment se manger le museau, puis repartent, et c'est une main de Milouda qui tient Loïc par la ceinture. Qu'est-ce qu'il peut lui montrer ? Le théâtre au nom comme un défi : Rive gauche... La mairie, le centre social... Elle, ce qui l'intéresse tout du long, ce sont les quartiers comme des feuilles successives de l'histoire de l'architecture sociale. Ils considèrent un moment le fleuve qui, aujourd'hui, a l'air pressé d'atteindre son estuaire.

Quand ils remontent, Loïc raconte qu'enfant, sa cité on aurait dit, avec son boulevard circulaire, un mustang un lasso autour du cou. Ils rencontrent une bande, dans laquelle : Franck...

- Mon petit frère, dit Loïc, chômeur l'année prochaine, mais faut d'abord qu'il passe le bac.

Ils ont la même taille, Franck les traits plus doux et plus volontaires à la fois. La semaine prochaine, leur annonce Milouda, c'est elle qui fera guide pour eux, au Technopôle il y a, ouverte à tous, une conférence sur les métiers d'ingénieur. Comme ils ne réagissent pas, elle insiste. Au technopôle ! Pas au bout du monde : l'arrêt d'après Bastié.

- C'est pas pour nous, dit Loïc.

- Parle pour toi, dit Frank.

Ils se regardent, puis tous les deux la fille. Est-ce qu'elle espère qu'ils vont se battre devant elle ? Peut toujours courir. ♦

**Homme de théâtre puis journaliste en presse écrite et télévision, François Salvaing mène également un travail d'écrivain. Prix du Livre Inter en 1988 avec *Misayre ! Misayre !* éd. Balland, il est, entre autres, l'auteur de *La Phrase*, éd. Mille et une nuits, 2007, de *Raoul*, éd. Stock, 2004, de *Casa*, éd. Stock, 2003, et de *Parti*, éd. Stock, 2000 (et Le Livre de poche), Grand Prix du roman de la Société des Gens de Lettres.**

